

Famille Bernard

Rosporden,
le 28 septembre 2017

Communiqué de Presse : Fañch appel ñ !

Appel de la décision du Tribunal de Grande Instance de Quimper annulant la décision de la mairie de Quimper de reconnaître l'orthographe bretonne du prénom Fañch à l'État civil.

En tant que parents, nous voulons garder notre droit de prénommer notre enfant selon un choix respectueux de sa personne.

Vivant en Bretagne, soucieux de transmettre, nos valeurs, notre culture, notre langue spécifique, nous avons donné à notre enfant un prénom breton avec son orthographe et sa prononciation bretonne. Nous maintenons ce choix parfaitement légitime.

Nous sommes soutenus dans notre démarche conforme aux grands principes des droits humains, par le vœu du conseil municipal de Quimper à l'unanimité, par le président du Conseil régional de Bretagne, par le Conseil Culturel de Bretagne et bien-sûr par tout le mouvement associatif culturel, de très nombreux bretons et bretonnes, mais aussi par l'opinion internationale et des médias de différents pays européens et plus encore, qui ne comprennent pas l'ostracisme auquel nous sommes soumis.

Il serait pourtant si simple de reconnaître le « ñ » et le tilde, à côté d'autres signes beaucoup plus rares comme le « ÿ » que nous avons cherché en vain en français et qui pourtant est lui est inscrit dans la fameuse circulaire du 23 juillet 2014 qui nous est opposée.

Finalement, c'est bien malgré nous que notre simple demande devient le symbole de la reconnaissance ou non de la richesse culturelle de la Bretagne comme des autres territoires de la France et des langues régionales.

Quand Fañch ira à l'école, il utilisera le ñ non seulement pour écrire son nom, mais de façon permanente comme les dizaines de milliers d'élèves qui déjà étudient ou suivent des cours en breton, et comme le font toutes les collectivités territoriales et organismes qui utilisent le breton dans la vie publique. Comment pourrait-il être exclus de l'usage de cette même graphie qu'il verra partout.

Contrairement au jugement rendu en première instance, nous pensons que ce n'est pas le nom de Fañch qui menace l'unité nationale, mais le refus de reconnaître la diversité des langues du pays et nous remercions très sincèrement toutes les instances publiques, les associations, et les personnes qui nous apportent leur soutien pour la défense de nos droits légitimes et des valeurs que nous voulons transmettre.

A cet effet, nous avons choisi Maître Jean-René Kerloc'h, Bâtonnier de l'Ordre.